

Paris, le 19 juillet 2010

Communiqué

Marisol Touraine

Secrétaire nationale à la santé et à la sécurité sociale

La 18e Conférence internationale sur le sida à Vienne

Il est urgent et impératif aujourd'hui de sensibiliser l'opinion mondiale sur les menaces qui pèsent sur le financement international pour l'accès aux médicaments antirétroviraux, les difficultés financières du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le besoin d'aller plus loin dans la réponse internationale face à l'épidémie. Faute de moyens, près de deux tiers des malades ne sont pas traités.

Le financement des programmes de lutte antisida dans les pays pauvres a reculé de 7,7 milliards de dollars en 2008 à 7,6 milliards de dollars en 2009. La France fait partie de ces pays qui ont réduit leur contribution.

En cette période de crise économique, il est impératif que les États et les bailleurs de fonds prennent leurs responsabilités. Le financement et les politiques d'accès aux traitements et à la prévention sont de l'intérêt des États et de leur l'économie. L'engagement financier, à ce niveau, est un investissement.

L'accès au traitement est d'autant plus crucial qu'il est devenu aujourd'hui une arme de prévention. On sait que plus on traite tôt une personne infectée par le virus, meilleures sont ses chances de survie. Si une personne séropositive est rapidement traitée elle n'est plus contaminante.

Le Parti socialiste exhorte la France et l'Europe à tenir ses engagements et à accroître son financement, à la recherche, à la prévention, aux soins et à l'aide publique au développement et à ne pas baisser les bras devant ce fléau mondial. La lutte conte le VIH n'est pas une mode, c'est un travail de longue haleine.